



Revue internationale d'éducation de Sèvres

59 | avril 2012
Éducation et ruralités

L'éducation « à deux voies » en Chine

“Two-track” education in China

La educación “de dos vías” en China

XiaoHui Wang



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2271>

DOI : 10.4000/ries.2271

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2012

Pagination : 53-59

ISBN : 978-2-85420-594-7

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

XiaoHui Wang, « L'éducation « à deux voies » en Chine », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 59 | avril 2012, mis en ligne le 06 février 2015, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2271> ; DOI : 10.4000/ries.2271

L'éducation « à deux voies » en Chine¹

Xiaohui Wang

La Chine compte 1,3 milliard d'habitants. C'est le pays le plus peuplé au monde et la projection sur 2030 atteindrait 1,5 milliard d'habitants. Plus de la moitié de cette population vit en milieu rural. Les enfants scolarisés en zone rurale représentent le même pourcentage du total des enfants d'âge scolaire du pays. Cependant, sous l'influence d'une urbanisation galopante, les agriculteurs représentent maintenant moins de 50 % de la population active (46,9 %).

Le système de division ville/campagne en Chine remonte à des périodes lointaines. Le *Hukou*, état civil, empêchait la population rurale d'immigrer en ville. Certes les agriculteurs pouvaient trouver un emploi sans avoir le *Hukou* local, mais ils ne pouvaient pas obtenir la situation sociale des citadins. Le système d'enregistrement des ménages limitait strictement les migrations rurales vers les villes. Or en Chine, le milieu où l'on vit détermine largement le mode de vie et de développement possible.

Pendant longtemps, l'industrialisation en Chine n'a pas crû au même rythme que l'urbanisation. Le processus d'urbanisation a commencé précisément à partir de la réforme et de l'ouverture de 1978.

Les pays développés ont tous connu ou connaissent encore l'attraction de la ville sur les populations rurales. D'une part, la ville exige beaucoup de main-d'œuvre dans la construction et les services. La ville offre aussi des possibilités meilleures en matière de santé, de logement, d'éducation et de revenus (quatre à cinq fois supérieurs à ceux de la campagne en Chine). D'autre part, les ruraux, ayant maintenant atteint un certain bien-être élémentaire (se nourrir, se vêtir), aspirent à un meilleur niveau de vie et d'éducation pour leurs enfants.

Précisément, l'éducation des populations rurales connaît une situation très particulière liée à une dualité très forte. L'éducation en Chine a été depuis longtemps un système à deux voies. Son origine remonte bien avant la révolution de 1949 et l'instauration du régime communiste. La vocation de l'éducation urbaine était de pourvoir en experts et élites, tandis que les campagnes produisaient la main d'œuvre de base, paysanne et ouvrière. Ce fonctionnement inégalitaire n'a pas été remis en cause jusqu'à une date récente. On affirmait encore en 1970, la nécessité de se concentrer sur les écoles urbaines et en particulier sur les « écoles-clés ».

1. L'auteur remercie M. Xing Kechao pour son aide et ses conseils.

Dans le grand mouvement d'urbanisation que connaît actuellement la Chine, beaucoup d'enfants d'origine rurale suivent leurs parents dans les villes. On voit alors se gonfler les effectifs scolaires et augmenter les charges d'enseignement des villes. Inversement, le nombre d'enfants d'âge scolaire dans les zones rurales se réduit. Apparaissent alors des problèmes psychologiques et pédagogiques graves liés à l'isolement et à l'éloignement des parents.

Pour mieux comprendre cette situation, nous commençons par quelques concepts spécifiques sur l'éducation rurale en Chine, pour examiner ensuite des réformes éducatives dans les dernières décennies et analyser enfin les problèmes actuels.

PETIT LEXIQUE INTRODUCTIF

Travailleurs migrants : en Chine, « travailleurs migrants » est un terme spécifique. Les paysans travaillant en ville gardent toujours leur statut d'agriculteur, sans identité urbaine. Le nombre de travailleurs migrants est estimé à 150 millions en 2005.

Enfants des travailleurs migrants : les enfants emmenés par leurs parents dans la ville et vivant avec eux n'ont pas le statut d'urbains. Ils ne peuvent pas jouir de la sécurité sociale et du bien-être social.

École pour les enfants de migrants : ces écoles construites spécialement pour les enfants de migrants, situées souvent dans les franges des villes, sont pour la plupart en mauvais état et manquent de personnel compétent.

Enseignants suppléants : ne relevant pas de l'encadrement officiel, les enseignants suppléants dans les écoles rurales étaient appelés « enseignants privés » jusqu'à fin 1984. En vue d'améliorer la qualité de l'éducation, le ministère de l'Éducation a décidé d'en éviter le recrutement. Mais en raison des difficultés financières et de personnels, des régions éloignées et/ou pauvres, incapables de recruter un nombre suffisant d'enseignants qualifiés, ont encore besoin des temporaires pour pourvoir les postes vacants.

« *Enfants laissés en arrière* » : les enfants dont un ou deux parents travaillent en ville, sont laissés au village. Ils sont gardés et soignés généralement par les grands-parents.

Normaliens exemptés des frais universitaires : issus des six universités normales du pays, les étudiants-enseignants, appelés normaliens (c'est la même dénomination qu'en français), futurs enseignants recrutés par l'examen national au niveau de leur région d'origine, bénéficient d'une exemption des frais d'études et d'hébergement ainsi que d'une allocation du gouvernement central. En contrepartie, ils doivent travailler dans l'enseignement primaire ou secondaire pendant au moins dix ans après l'obtention du diplôme (engagement décennal). Les futurs enseignants dans les écoles urbaines ont l'obligation d'enseigner dans les écoles rurales au cours de leurs deux premières années de service.

RÉFORMES ET DIFFICULTÉS

En Chine, depuis la promulgation de la loi sur l'enseignement obligatoire en 1986, la généralisation de la scolarité obligatoire de neuf années s'est étendue progressivement des régions de l'est vers celles de l'ouest, moins développées. En 2000, 2 410 districts l'avaient réalisée, couvrant 85 % de la population concernée. Fin 2007, le nombre de ces districts représentait 98,5 % du total et couvraient 99,3 % de la population concernée.

Trois types d'éducation coordonnés

L'enseignement général, la formation professionnelle et celle des adultes étant considérés comme un ensemble, leur développement doit être coordonné et se compléter mutuellement. À la fin des années 1980, la politique des « trois types de l'éducation en coordination » s'est inscrite dans la vaste réforme de l'éducation rurale. Il s'agissait de définir un modèle de gestion. Des écoles du soir pour les agriculteurs, des stations de vulgarisation agricole, des stations de semences se multipliaient. Les enseignants en milieu rural étaient encouragés à apprendre les nouvelles technologies et à assumer une tâche de vulgarisation agricole locale. Les lycées ruraux se chargeaient également de l'alphabétisation et de la formation des techniciens agricoles.

Le principal obstacle au développement de l'éducation en milieu rural était le financement. Le Comité central du Parti communiste chinois (PCC) et le Conseil d'état ont publié en 1980 « la décision sur la généralisation de l'enseignement primaire », en espérant qu'« en deux ou trois ans ou un peu plus de temps, il n'existera[it] plus de bâtiments scolaires en danger, et [que] chaque classe disposera[it] d'une salle, de tables et de chaises disponibles pour tous les élèves ». Par conséquent, une collecte de fonds scolaires a été pratiquée en milieu rural, une taxe supplémentaire pour l'éducation a été prélevée comme un nouvel impôt. Les gouvernements locaux ont également emprunté, par exemple à la Banque mondiale, pour investir dans les constructions et les équipements scolaires. De même des directeurs d'école ont dû emprunter à des banques ou des entreprises locales. Des initiatives privées se sont mises en place comme le « Projet d'éducation de base des minorités du Yunnan pour les régions montagneuses de la province ».

En décembre 2005, le Conseil d'état a publié la « Circulaire sur l'approfondissement de la réforme du mécanisme pour assurer le financement de l'enseignement obligatoire dans les zones rurales ». Cette circulaire décrète la gratuité des manuels scolaires, l'exemption des frais scolaires pour les élèves de l'enseignement obligatoire rural, une subvention pour les pensionnaires pauvres. Sur le plan des frais scolaires, c'est une réduction annuelle de 140 à 180 yuans²

2. En février 2012, 100 yuans = 12,07 euros (NdIR).

par écolier, de 180 à 230 yuans par collégien ; et pour l'achat des manuels scolaires, une décharge de 210 à 250 yuans par écolier, de 320 à 370 yuans par collégien.

À compter de la rentrée 2008, la gratuité de l'enseignement obligatoire a été réalisée complètement dans toute la Chine.

Développer la formation

La qualité des enseignants est un autre obstacle majeur qui conditionne le développement de l'éducation rurale.

De 2003 à 2007, un grand projet d'enseignement à distance a été mis en œuvre par le gouvernement central et les gouvernements locaux, avec un investissement de plus de dix milliards de yuans, afin d'améliorer l'enseignement primaire et secondaire dans les régions rurales. Fin 2007, cent vingt mille unités d'enseignement, deux cent trente mille écoles primaires, quarante mille collèges dans les zones rurales ont ainsi reçu des équipements informatiques.

En 2007, le ministère de l'éducation a lancé une politique de gratuité de la formation des enseignants. Pendant les quatre années suivantes, quarante-six mille étudiants ont été recrutés. Parmi les dix mille diplômés de la première promotion qui sont allés enseigner dans les écoles primaires et secondaires suivant les besoins locaux, 90 % étaient affectés à des écoles rurales.

Le projet national de formation des enseignants du primaire et du secondaire a démarré en 2010, l'un des deux objectifs étant de former les enseignants principaux en milieu rural. La même année, le gouvernement central a alloué un fonds spécial de 550 millions de yuans destinés à former 1,15 million d'enseignants primaires et secondaires, dont 95,6 % exerceront en milieu rural.

Postes spéciaux en zones rurales et nouveaux modes de rémunération

Le projet de « poste spécial » a été mis en œuvre pour encourager les diplômés universitaires à enseigner dans les zones rurales. Depuis 2006, près de trois cent mille enseignants de poste spécial ont été recrutés dans vingt-deux provinces du centre et de l'ouest pour travailler dans plus de trente mille écoles rurales. 87 % parmi eux sont restés à leur poste à la fin de leur mandat.

Les différences de salaires entre villes et campagnes incitent nombre d'enseignants à migrer eux aussi vers les villes, où une certaine sécurité leur est assurée. Un nouveau régime de rémunération, dit « au rendement », a été implanté tout d'abord dans l'enseignement général. Selon les enquêtes, les enseignants ruraux ont bénéficié significativement de ce régime. En effet, leurs salaires ont augmenté de 34 %, un taux de croissance plus élevé que leurs collègues des villes.

Depuis 2010, le gouvernement central a investi 2 milliards de yuans pour construire quarante mille unités de logement. Grâce à ces initiatives, les conditions de travail et de vie des enseignants dans les zones rurales se sont beaucoup améliorées.

Problèmes et stagnation

Au fil des dix dernières années, on a souvent entendu des expressions caractérisant la société rurale : « les paysans sont vraiment dénués », « la campagne est vraiment pauvre », « l'agriculture est vraiment en danger ». En effet, bien que le gouvernement central et les gouvernements locaux accordent une grande attention aux questions rurales, on ne voit pas la situation s'améliorer beaucoup.

En 2010, il existait à l'échelle nationale 11,67 millions d'enfants migrants et 22,71 millions d'enfants laissés à la campagne par leurs parents migrants. L'ensemble représentait 22,5 % du total des élèves de l'enseignement obligatoire.

D'après la politique actuelle, la ville où séjournent les enfants de migrants doit, en principe, les accueillir dans les écoles publiques. Ces dernières n'ayant souvent pas assez de ressources tant matérielles qu'humaines, des écoles ont été créées pour les enfants de migrants. Mais elles sont généralement en mauvais état. Les locaux sont souvent des bâtiments abandonnés ou délabrés, quelquefois en danger d'effondrement. Le matériel pédagogique y est extrêmement rare, le nombre de pupitres et de chaises n'y est pas suffisant. La plupart du temps les enseignants n'ont pas la qualification requise.

Afin d'assurer la qualité fondamentale de l'enseignement et la sécurité des élèves, on a fermé certaines de ces écoles pour enfants de travailleurs migrants. Par exemple, à Beijing, vingt-quatre écoles pour les enfants migrants ont été brusquement fermées à la mi-août 2011.

Suite à la planification familiale, le nombre d'enfants d'âge scolaire dans les zones rurales comme dans la population totale a été considérablement réduit. En 2001, le Conseil d'état a promulgué la « Décision sur la réforme et le développement de l'enseignement de base », qui propose d'ajuster la carte scolaire dans l'enseignement obligatoire selon les conditions locales, en vue d'une planification optimale et d'une meilleure utilisation des ressources pédagogiques. À la suite de la mise en œuvre de cette politique, le nombre d'écoles primaires a baissé de 582 291 en 1999 à 280 184 en 2009.

Pourtant, un problème est devenu plus évident : l'école s'est éloignée du domicile. La création des internats et la mise en place des bus scolaires semblent deux solutions. Mais elles vont augmenter les charges familiales et créer des problèmes psychologiques et de sécurité chez les élèves. Ainsi, très récemment, le 16 novembre 2011 dans le Gansu, un minibus de neuf places autorisées, transportant en réalité 64 enfants, s'est écrasé contre un camion, avec un bilan de 19 enfants tués, ainsi que l'enseignant et le chauffeur.

PERSPECTIVE ET DÉBATS

La nature dualiste de l'école chinoise, avec la division ville/campagne, crée un grave déséquilibre dans le système éducatif chinois. Dans ce système, l'enseignement de base dans les zones rurales est organisé et géré principalement par les gouvernements des cantons et des districts. Son financement est assuré principalement par les frais de scolarité payés par les parents d'élèves. En ville, le financement relève des dépenses publiques. En principe, cet enseignement doit servir le développement économique et social local. Mais dans la réalité, l'objectif principal des jeunes ruraux est de poursuivre des études à l'université pour changer ensuite de statut social. Si ce but reste impossible à atteindre, la maîtrise d'une connaissance culturelle très élémentaire suffira pour vivre à la campagne. Afin de sortir de ce paradoxe, il faut abolir ce double système. Il importe de faire porter la responsabilité de l'éducation dans les zones rurales entièrement sur les autorités gouvernementales. C'est la seule façon de promouvoir l'égalité dans l'éducation, non seulement dans le domaine des frais de scolarité, mais aussi dans celui des chances et de la réussite.

Il y a une forte discrimination dans la scolarisation des enfants de migrants. Pour éviter des effectifs incontrôlables dans les écoles publiques, les gouvernements locaux adoptaient souvent une stratégie qui consistait à élever le seuil d'exigence pour entrer à l'école. À Beijing ou à Shanghai, les justificatifs de domicile, de résidence, de travail, et même le certificat de vaccination, restent indispensables pour être accepté dans une école publique. Pour beaucoup de travailleurs migrants, il est difficile de se procurer ces documents. Certains d'entre eux n'ont pas d'emploi régulier ni de justificatif d'emploi. Étant souvent sans domicile fixe, il leur est difficile d'obtenir un certificat de résidence. Or ils sont obligés de scolariser leurs enfants. Par conséquent, les écoles pour les enfants de migrants ne pourront pas disparaître en peu de temps. C'est aux autorités locales qu'il incombe de résoudre la question de la scolarisation de ces enfants.

Il faut également améliorer les conditions des internats et des bus scolaires dans les zones rurales, pour faciliter l'apprentissage des élèves. Le système de subvention scolaire doit être perfectionné, en vue de ne laisser aucun enfant hors de l'école.

Toutes ces dispositions dépendent d'une augmentation continue des investissements du gouvernement. D'après le Plan-cadre national de réforme et de développement de l'enseignement à long et moyen terme (2010-2020), la part des dépenses publiques pour l'éducation devrait être portée à 4 % du PNB en 2012. Basé sur cette augmentation financière, le maillon le plus faible, l'enseignement dans les zones rurales, sera sensiblement renforcé.

BIBLIOGRAPHIE

WANG Benlu (2004) : « Abolir le double Système : la visée éthique de la réforme de l'éducation en milieu rural en Chine », *Journal de l'Université normale de Beijing* (Social Science Édition) n° 5.

XU Lin, YUAN Guilin (2010) : « Sur l'éducation des enfants des travailleurs migrants – basée sur la théorie des parties prenantes », *Journal de l'Université normale du Hunan*, n° 3.

MA Qing, WU Zhihui (2010) : « L'équité de l'enseignement obligatoire pour les enfants des travailleurs migrants dans la perspective de l'économie bureaucratique », *Journal de l'Université normale de Hebei* (Édition de Sciences de l'Éducation), n° 7.

YAO Weiwei (2010) : « La situation actuelle et les problèmes des écoles des travailleurs migrants à Beijing. *Des sciences sociales de Beijing*, n° 3.

WEN Jiabao (2011) : « Veillez à faire mieux l'éducation rurale », Discours à la réunion des enseignants ruraux, 28 août 2011. Consultable [en chinois] sur : http://www.moe.gov.cn/publicfiles/business/htmlfiles/moe/moe_176/201109/124042.html/

